LES SPORTS

JEUX DE L'EMPIRE BRITANNIQUE—À PROPOS DE L'AIDE FÉDÉRALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser, soit au premier ministre soit au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu que, d'après les journaux, la participation du Canada aux jeux de l'Empire britannique manque absolument d'appui financier, et qu'il est incertain qu'une équipe y puisse représenter notre pays, le premier ministre nous dira-t-il quel appui le gouvernement va donner afin de permettre à une équipe qui en vaut la peine de représenter le Canada à ces jeux?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Cette question n'a pas encore été mise à l'étude, monsieur l'Orateur.

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre passe à la suite de la discussion, interrompue le vendredi 16 mai, sur la motion de M. Robert Lafrenière tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que sur l'amendement de l'honorable M. Pearson et le sous-amendement de M. Argue. (Texte)

M. Samuel Boulanger (Drummond-Arthabaska): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai proposé l'ajournement du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, j'étais à établir une comparaison de pourcentage, d'après une certaine échelle des valeurs, des produits agricoles vendus en 1950, entre les fermes de l'Ouest et celles de l'Est. Je disais alors que les fermes qui vendaient pour une valeur de \$250 et moins étaient réparties comme il suit: à Terre-Neuve, il y en avait 72.1 p. 100 qui vendaient \$250 et moins; dans l'Île du Prince-Édouard, 15 p. 100; dans la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, 43 p. 100; dans le Québec, 21 p. 100; en Ontario, 12 p. 100, et dans les Prairies, 7.8 p. 100.

Il est triste de constater que, sur les 238,329 fermes commerciales que comptent les six provinces de l'Est du Canada, 121,329, soit à peu près 51 p. 100 d'entre elles, avaient vendu pour \$2,500 de produits agricoles ou moins. De ce nombre, 41,896 fermes, ou environ 16 p. 100, avaient vendu des produits pour une valeur de \$250 à \$1,200.

Si nous regardons les revenus nets réalisés par ferme dans les différentes provinces, nous voyons que, dans l'Île-du-Prince-Édouard, ces revenus étaient évalués à \$1,586; en Nouvelle-Écosse, à \$963; au Nouveau-Brunswick, à \$1,217; dans le Québec, à \$2,195; en Ontario, à \$3,074; et dans les provinces des Prairies, à \$3.227.

Si nous poussons notre analyse un peu plus loin, nous voyons que la valeur de la production, par personne, sur la ferme, s'établissait en 1953 à \$162 pour le Québec, à \$304.60 pour l'Ontario, et à \$507.60 pour les Prairies. C'est là la situation réelle de nos cultivateurs de l'Est du pays. Ce n'est pas moi qui ai préparé ces données. Elles sont tirées du rapport de la Commission Gordon qui a fait enquête sur les perspectives économiques et enquête sur les perspectives économiques et enquête sur la prépartie de soulever de sentiments d'animosité entre les cultivateurs de l'Est et ceux de l'Ouest.

Je veux simplement prouver au Gouvernement, aux députés conservateurs comme à ceux du parti C.C.F., qu'il n'y a pas qu'un problème agricole au pays, celui du blé, mais aussi celui des cultivateurs de l'Est qui ont un faible revenu,—qu'ils demeurent dans le nord de l'Ontario ou dans les provinces Maritimes. Ces cultivateurs sont obligés de trouver des sources de revenu en dehors de l'agriculture pour subvenir aux besoins de leur famille. Plusieurs travaillent dans les usines, durant la saison morte, d'autres dans les chantiers, et plusieurs aussi, ajouterais-je, dans la province de Québec, travaillent pour la voirie, à condition qu'ils soient du parti de l'Union nationale, ou soient favorisés de quelque autre manière.

Nous pouvons dire que nos cultivateurs de l'Est sont à l'ouvrage environ douze heures par jour l'année durant. Je sais, pour avoir vécu sur une ferme dans l'Ouest, durant plus d'un an, que les cultivateurs de l'Ouest travaillent aussi de longues journées durant la période s'étendant des semailles à la récolte. Je sais aussi que plusieurs cultivateurs, durant la saison morte, vont passer l'hiver dans le Sud des États-Unis, et d'autres passent l'hiver en ville, pour prendre un repos mérité. Nos cultivateurs de l'Est n'ont pas le temps de prendre de repos, ils n'ont pas le temps de prendre des vacances, car la plupart de nos cultivateurs et de nos colons,-comme je le disais,-passent cette période dans les chantiers, loin de leur famille presque tout l'hiver, pour y revenir au printemps avec quelques cents dollars.

Mes adversaires politiques, j'en suis sûr, attribueront la responsabilité de cette situation au parti libéral. Il est toujours facile de se disculper lorsqu'on ne veut pas prendre ses propres responsabilités, et ce fut d'ailleurs le fort du parti conservateur depuis un an. Pourtant, ce sont ces mêmes hommes